

AMÉRIQUE LATINE : FIN DE CYCLE ?



THOMAS POSADO *

Depuis le début du siècle, l'Amérique du Sud concentre les espérances de la gauche de transformation sociale. Pendant plus d'une décennie, des coalitions de gauche organisées autour de la social-démocratie classique (Chili) ou rassemblant des forces issues de la gauche radicale (Bolivie, Équateur, Venezuela) ont remporté la plupart des élections sud-américaines. Pourtant, depuis la fin de l'année 2015, on remarque un retour en force des coalitions conservatrices. Nous allons tenter de synthétiser ces évolutions de la configuration politique en adoptant une approche globale pour l'ensemble de l'aire sud-américaine. Celle-ci peut-être critiquable, chaque pays ayant ses spécificités, l'hétérogénéité de ces gauches a souvent été mentionnée. La dichotomie entre une « bonne » et une « mauvaise » gauche a servi de grille d'analyse à celles et ceux qui voulaient utiliser la situation politique du sous-continent pour avancer leurs propres convictions¹. Hugo Chávez et Lula représentent les archétypes de ces deux gauches, la radicale davantage en rupture avec les préceptes de l'économie mondiale et la modérée plus consensuelle

* DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ DE PARIS-VIII, CRESPPA-CSU.

¹ Teodoro Petkoff, *Dos izquierdas*, Caracas, Alfadil, 2005 ; Plinio Apuleyo Mendoza, Carlos Alberto Montaner, Álvaro Vargas Llosa, *El regreso del idiota*, Mexico, Debate, 2007.

avec les élites économiques. Les qualificatifs normatifs sont interchangeables et dépendent alors du point de vue de l'auteur. Nous bornons notre propos à la seule aire sud-américaine où se concentre le cycle de gouvernements de gauche. Cette délimitation exclut l'expérience originale du zapatisme dans le Chiapas mexicain et les gouvernements nicaraguayen et salvadorien, plus atypiques. Nous préférons analyser une multiplicité de contextes nationaux dont nous soulignerons les exemples d'un même mécontentement social face aux dégâts des politiques d'inspiration néolibérale des décennies précédentes, les mêmes prémisses de changement et les mêmes limites. Nous allons revenir sur la naissance de ce tournant à gauche, avant d'aborder l'étendue des bouleversements et de conclure sur l'ampleur et les causes de l'actuel virage à droite.

Le temps des résistances (1989-début des années 2000)

34

La dynamique politique latino-américaine a basculé un certain 11 septembre 1973, lorsque le gouvernement démocratique élu de Salvador Allende a été renversé par un coup d'État militaire dirigé par Augusto Pinochet. Ce dernier a développé précocement, avec l'aide des Chicago Boys, des économistes élèves de Milton Friedman, les politiques néolibérales, étendues ensuite à l'ensemble de la région. L'Amérique latine est devenue le laboratoire de l'expérimentation du néolibéralisme. Durant les années 1980, les agences financières internationales imposent la prolongation de ces politiques dans le cadre d'une crise de la dette aiguë, une « décennie perdue » pour la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL), une « décennie volée » pour des observateurs plus militants. Face à la multiplication des plans d'ajustement structurel qui exigent une contraction de la dépense publique, le taux de croissance est quasi nul durant l'ensemble des années 1980. En 1992, le taux de pauvreté dans l'ensemble de l'aire latino-américaine est estimé à 50 % de la population, un niveau sans précédent depuis les années 1960. Les classes populaires latino-américaines connaissent un appauvrissement non seulement en termes de revenus réels mais aussi en termes de conditions de vie avec un démantèlement des services publics par des privatisations massives, un détricotage du droit du travail... Des millions de personnes ont basculé dans le travail informel. Ceux qui conservent un contrat de travail subissent une précarisation accrue avec le développement de la sous-traitance

et la multiplication des contrats temporaires. En 1991, le choléra, une maladie qui se développe particulièrement dans les situations de pauvreté et de malnutrition, disparue du continent américain depuis plus d'un siècle, se déclare au Pérou et se propage à la plupart des pays sud-américains.

Dans les années 1990, la gauche latino-américaine est en état de décomposition. La social-démocratie se rallie au néolibéralisme. Cuba connaît une période de fortes pénuries consécutives à l'effondrement de l'URSS, euphémistiquement baptisée « période spéciale ». Jorge Castañeda, intellectuel de la gauche mexicaine, futur ministre des Affaires étrangères, publie *L'utopie désarmée*² appelant à promouvoir une gauche réconciliée avec l'économie de marché. Son ouvrage illustre alors la recomposition des élites intellectuelles latino-américaines.

Pourtant, à la base, les résistances se multiplient, elles sont spontanées, désordonnées, mais marquent le retour du mouvement social dans la vie politique et impactent le champ politique de la région. Le premier acte massif de résistance a lieu en février 1989 au Venezuela contre l'imposition d'un plan d'ajustement néolibéral. Durant une semaine, les Vénézuéliens se révoltent dans les principales villes du pays, occupent les voies, s'emparent des marchandises des grands commerces, le *Caracazo*. Le président social-démocrate de l'époque, Carlos Andrés Pérez, réprime les événements au prix de plusieurs centaines de morts. Cette répression exprime une vengeance de classes qui dure au-delà du retour au calme.

Ces révoltes précoces, localisées, se généralisent au début des années 2000 avec des mobilisations sociales qui parviennent à faire reculer des gouvernements et même dans certains cas, à les renverser. Au Pérou, la population empêche la privatisation de l'électricité. En Bolivie, la privatisation de la distribution de l'eau des villes de Cochabamba et d'El Alto échoue face à l'opposition des communautés indigènes. Celle du gaz, connue sous le nom de guerre du gaz, aboutit au renversement du président bolivien, Gonzalo Sánchez de Lozada. La démission du principal mandataire devient une issue récurrente des mouvements sociaux dans la région. Principalement dans la zone andine, entre 2000 et 2005, la rue réussit à chasser du pouvoir le chef de l'État au Pérou, en

² Jorge Castañeda, *L'Utopie désarmée*, Paris, Grasset, 1996.

2000 ; en Équateur, en 2000 et 2005 ; en Argentine, en 2001, deux fois après la violente crise économique de décembre ; en Bolivie, en 2003 et 2005.

Des mouvements paysans massifs se développent. Au Brésil, le Mouvement des sans-terre émerge à l'époque de la dictature militaire sous l'influence de la théologie de la libération. Il devient la référence en termes de lutte pour la réforme agraire, promouvant l'occupation des terres dont il juge les propriétaires illégitimes, aidant à fonder des communautés... Il émerge comme le plus grand mouvement social du monde en organisant un million et demi de paysans. En Bolivie, le mouvement *cocalero* rassemble les cultivateurs de coca se révoltant contre les menaces de l'État et de la puissance états-unienne souhaitant éradiquer cette culture, jugée à l'origine de trafics de drogue et de sources de financement du terrorisme. Il défend le droit à poursuivre cette tradition pluriséculaire des communautés indigènes qui leur permet notamment de mieux supporter les hautes altitudes andines. Cette mobilisation se développe dans les années 1990. Un de ses dirigeants, promis à un grand avenir, émerge, Evo Morales.

36

En 2001, le premier Forum social mondial (FSM) est organisé à Porto Alegre, en contre-pied du Forum économique mondial, rassemblant les élites économiques à Davos. La ville brésilienne devient durant plusieurs années la capitale de l'altermondialisme naissant. Après avoir été le laboratoire de l'expérimentation du néolibéralisme, l'Amérique latine devient le laboratoire de la contestation du néolibéralisme.

Le temps des changements (1998-2015)

En décembre 1998, neuf des douze pays sud-américains sont dirigés par un chef d'État issu de partis du centre ou de la droite. L'ancien dictateur militaire, Hugo Banzer, est au pouvoir en Bolivie. Des dirigeants à l'origine de privatisations massives sont toujours en exercice en Argentine (Carlos Menem), au Brésil (Fernando Henrique Cardoso) et au Pérou (Alberto Fujimori). Le Paraguay et l'Uruguay sont gouvernés par le parti Colorado, le parti conservateur local. À partir de l'élection d'Hugo Chávez, en décembre 1998, les pays sud-américains basculent alors les uns après les autres. Neuf des douze pays sud-américains élisent de nouveaux gouvernants issus des gauches. Au Venezuela, un militaire putschiste aux origines métissées, Hugo Chávez, est élu en 1998, réélu en 2000, 2006 et

2012 avant que son successeur, l'ancien syndicaliste Nicolás Maduro l'emporte en 2013. Au Chili, les socialistes Ricardo Lagos et Michelle Bachelet sont respectivement élus en 2000 et 2006. Cette dernière revient au pouvoir en 2014 après un mandat de la droite entre 2010 et 2014. Au Brésil, un syndicaliste métallurgiste, Lula, parvient au pouvoir en 2002, réélu en 2006, et transmet le flambeau à une ancienne guérillera, Dilma Rousseff, élue en 2010, réélue en 2014. En Argentine, un couple, Néstor et Cristina Kirchner, de l'aile gauche du parti péroniste se succède au pouvoir avec un mandat du mari (2003-2007) puis deux de son épouse (2007-2011 ; 2011-2015). En Uruguay, la coalition du Frente Amplio met fin à l'hégémonie des deux partis de droite, *blanco* et *colorado*, avec l'alternance entre Tabaré Vázquez (2005-2010 puis de nouveau élu en 2015) et José Mujica, ancien guérillero (2010-2015). En Bolivie, Evo Morales, est élu en 2005, réélu en 2009 et 2014. En Équateur, un économiste hostile à la dollarisation du pays, Rafael Correa, emporte l'élection présidentielle en 2006 et est confirmé en 2009 et 2013. En 2008, un prêtre issu de la théologie de la libération, Fernando Lugo, met fin à l'hégémonie du parti Colorado au Paraguay. Enfin, un militaire de gauche d'origine indienne, Ollanta Humala, est élu au Pérou en 2011.

37

Ces changements politiques ne sont pas le fruit d'alternances classiques. Dans la plupart des cas, ce ne sont pas des individus issus de partis sociaux-démocrates mais dotés d'une trajectoire atypique. La social-démocratie qui gouvernait certains pays avec la droite et appliquait avec zèle les politiques néolibérales réclamées par les agences financières internationales (Brésil, Venezuela) s'est retrouvée en porte-à-faux et hostile à la plupart de ces nouveaux dirigeants³. Pour la première fois, l'Amérique du Sud est gouvernée durant des mandatures complètes par des syndicalistes (Brésil, Bolivie, Venezuela), des guérilleros (Brésil, Uruguay), des femmes (Argentine, Brésil, Chili), des personnes aux origines non exclusivement européennes (Bolivie, Pérou, Venezuela). Malgré un leadership charismatique, des successions réussies ont eu lieu, s'émancipant de la figure du Caudillo (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay, Venezuela). Au-delà du changement de premier mandataire, le personnel politique est renouvelé à tous les échelons dans la plupart des pays. Seule exception à ce cycle de changement,

³ Maurice Lemoine, « Internationale socialiste ou les Pieds Nickelés en Amérique latine », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012, p. 6-7.

la Colombie demeure gouvernée par des partis conservateurs dans une configuration politique particulière, celle d'une alliance resserrée avec la puissance états-unienne, qui intervient sous couvert d'un plan antidrogue et s'investisse du côté de l'État et des paramilitaires dans la guerre civile les opposant aux guérillas des FARC et de l'ELN.

Ces transformations politiques sont le reflet d'une évolution du rapport de forces social. On assiste à une redistribution des richesses en faveur des classes populaires. Des programmes sociaux sont mis en œuvre dans la plupart des pays, répondant à des situations d'urgence sociale. Au Venezuela, des « missions » améliorent le quotidien des Vénézuéliens les plus modestes. La mission *Mercal* met en place un réseau de distribution d'aliments à bas coût. Des *Casas de Alimentación* sont créées pour distribuer gratuitement de la nourriture aux personnes dans le besoin dans les quartiers populaires. Avec la mission *Barrio Adentro* (au cœur du quartier), des médecins cubains sont envoyés dans les *barrios* où leurs homologues vénézuéliens refusaient d'aller. Des programmes d'alphabétisation sont institués (mission *Robinson*). La mission *Identidad* permet à cinq millions de personnes, dont de nombreux étrangers, d'obtenir des papiers d'identité. Au Brésil, la *Bolsa Familia* apporte une aide financière aux foyers les plus déshérités en contrepartie d'une scolarisation et d'une vaccination obligatoires des enfants. Ce programme, qui touche un quart de la population brésilienne, contribue à faire reculer la malnutrition infantile de 44 % en quatre ans. Il aide à atteindre l'objectif « Faim zéro » fixé par Lula, couronné « champion de la lutte contre la faim » par la FAO pour son action. Cette politique a servi non seulement à diminuer la pauvreté mais aussi à conforter une base électorale pour le PT dans le Nordeste, la région la plus pauvre du pays. En Équateur, le même type de dispositif existe sous le nom de *bonos de desarrollo* (bons de développement).

Contrairement à ce qui se passait au xx^e siècle, l'essentiel de ces redistributions est effectué selon le lieu de résidence plutôt que le lieu professionnel. Des lois du travail plus favorables aux salariés sont néanmoins promulguées en Uruguay ou au Venezuela. Le salaire minimum est augmenté dans des proportions significatives au Brésil. Il ne s'agit pas d'une transformation structurelle des sociétés latino-américaines⁴. Certains gouvernements ont nationalisé des

⁴ Olivier Dabène (sous la direction de), *La Gauche en Amérique latine (1998-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

entreprises dans des secteurs stratégiques en indemnisant leurs actionnaires au prix du marché (Argentine, Bolivie, Venezuela). Durant cette période d'abondance économique, ces gouvernements redistribuent une partie des richesses aux classes populaires sans les retirer aux classes possédantes. Ils parviennent à résorber une partie de la pauvreté qui s'était développée durant l'ère néolibérale. Dans l'ensemble de l'Amérique latine, entre 2002 et 2012, la pauvreté a diminué de 43,9 à 28,2 % et l'extrême pauvreté, de 19,3 à 11,3 %⁵. Il s'agit d'un retour de la question sociale après des décennies d'oubli et la réhabilitation du rôle de l'État en particulier en termes de protection sociale.

Un autre apport de ce « virage à gauche » est la conquête de nouveaux droits démocratiques. Dans trois pays, un processus constituant aboutit à un changement de constitution (Bolivie, Équateur, Venezuela), instaurant des mécanismes démocratiques inédits comme le référendum révocatoire (Venezuela). Dans ce dernier pays, des dispositifs de démocratie participative sont introduits, forme généralisée de la municipalité pionnière de Porto Alegre. La répression du mouvement social diminue de manière drastique (Argentine, Bolivie, Brésil, Venezuela). En Argentine, les procès contre les responsables des dizaines de milliers de disparus durant la dictature militaire sont relancés.

Les progrès en termes de mœurs sont plus limités, à l'exception de l'Uruguay qui a autorisé le mariage pour les personnes de même sexe, légalisé l'avortement et la possession de cannabis. Si le mariage pour les couples de même sexe a également été autorisé en Argentine, au Brésil et même récemment en Colombie, le droit à l'avortement demeure particulièrement restrictif. En plus de l'Uruguay, seul le petit Guyana autorise les femmes à disposer de leur corps en Amérique du Sud. Le Chili possède toujours une des législations les plus restrictives au monde en matière d'avortement, héritée de la dictature de Pinochet, le restreignant même en cas de danger pour la vie de la mère. Les pays ayant refondé les institutions politiques (Bolivie, Équateur, Venezuela) sont demeurés extrêmement conservateurs sur ce plan.

⁵ CEPAL, *Panorama Social de América Latina 2013*, Santiago du Chili, p. 18. Disponible sur : < http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/35904/1/S2013868_es.pdf >.

Enfin, sur le plan international, les gouvernements latino-américains conquirent une autonomie diplomatique sans précédent à l'égard de la tutelle états-unienne. Le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) défendu par George W. Bush est mis en échec en 2005 par les gouvernements latino-américains. Les gouvernements de la gauche ayant refondé les institutions (Bolivie, Équateur, Venezuela) constituent avec Cuba, le Nicaragua et d'autres petites îles des Caraïbes, l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), organisation supranationale basée sur la coopération entre nations souveraines. De nouveaux cadres sont institués, l'UNASUR, rassemblant depuis 2008 l'ensemble des nations sud-américaines ; la CELAC, regroupant depuis 2011 tous les États de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cuba, exclu de l'Organisation des États américains depuis 1962, est de nouveau inclus dans la structure interaméricaine et aux sommets des Amériques, sous pression des États latino-américains.

Les États-Unis et les classes possédantes locales résistent à ces changements. Le gouvernement d'Hugo Chávez subit entre 2002 et 2004 une stratégie insurrectionnelle de l'opposition soutenue par Washington, un coup d'État militaire avorté en avril 2002, une paralysie de l'économie pétrolière entre décembre 2002 et février 2003, un référendum révocatoire perdu en août 2004. En Bolivie, le gouvernement subit les velléités sécessionnistes de l'est du pays, mieux pourvu en ressources naturelles, plus riche, plus blanc. Evo Morales réaffirme lui aussi son pouvoir en remportant un référendum révocatoire en août 2008. Les offensives conservatrices finissent par porter leurs fruits dans deux petits pays, le Honduras et le Paraguay. Au Honduras, un coup d'État militaire renverse en juin 2009 le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya, qui venait d'adhérer à l'ALBA. Barack Obama condamne officiellement le coup d'État pendant que sa secrétaire d'État, Hillary Clinton, entretient des liens avec le nouveau gouvernement putschiste⁶. Au Paraguay, en juin 2012, la droite destitue par la voie parlementaire le président de gauche à la suite d'affrontements entre des paysans sans terre et les forces de l'ordre, un coup d'État parlementaire réussi. La relation entre les États-Unis et les gouvernements progressistes n'a pas atteint des tensions aussi aiguës qu'avec Cuba des années

⁶ Voir la contribution de Max Paul Friedman dans ce numéro.

1960 à aujourd'hui. Si l'autonomie diplomatique a été conquise, les liens économiques diversifiés vers la Chine principalement et les relations diplomatiques ont été rompus avec certains pays (Bolivie, Venezuela), l'essentiel des échanges commerciaux avec l'Oncle Sam ont été maintenus.

Les problèmes se multiplient pour les gouvernements progressistes. La crise économique mondiale oblige les États latino-américains à trouver de nouvelles ressources. En 2008, le gouvernement argentin augmente les taxes à l'exportation sur le soja et le tournesol et suscite l'ire des secteurs agraires (grands propriétaires et petits exploitants)⁷. Le chavisme, qui emportait les élections avec de larges avances (23 points aux élections présidentielles de 2006), gagne les législatives de septembre 2010 avec 48,5 % des suffrages exprimés, moins de deux points d'avance sur la coalition d'opposition.

Fins de cycles ?

Depuis l'automne 2015, en l'espace de quelques mois, la dynamique politique latino-américaine semble avoir évolué. Le 22 novembre 2015, Mauricio Macri, candidat de l'opposition de droite néolibérale, remporte l'élection présidentielle argentine (51,3 %) contre le successeur désigné de Cristina Fernández de Kirchner. Deux semaines plus tard, le 6 décembre, l'opposition vénézuélienne gagne les élections législatives, premier succès national depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez en décembre 1998. Deux mois plus tard, en février 2016, Evo Morales perd un référendum qui lui aurait permis de se présenter une quatrième fois à la présidence de la Bolivie. Quelques mois plus tard, en mai 2016, un nouveau coup d'État parlementaire se produit, dans la plus grande puissance d'Amérique latine, cette fois, au Brésil, le libéral Michel Temer évince Dilma Rousseff. Moins d'un mois plus tard, en juin 2016, le Pérou élit le néolibéral Pedro Pablo Kuczynski de justesse face à la fille de l'autocrate Fujimori qui obtient une majorité absolue au Congrès de la République. Cette fin de cycle semble également se retrouver dans la normalisation de Cuba et de la Colombie. Dans la plus grande île des Caraïbes, le gouvernement Castro, dont l'approvisionnement en pétrole

⁷ Voir la contribution de Maristella Svampa dans ce numéro.

pourrait se tarir en cas de fin du chavisme au Venezuela, a rétabli les relations diplomatiques avec les États-Unis, plus d'un demi-siècle après la révolution de 1959. En Colombie, le processus de paix signé entre le gouvernement et les FARC en juin 2016 pourrait mettre un terme à la dernière guérilla latino-américaine en dépit du résultat du référendum du 2 octobre dernier.

Cette fin de cycle politique est concomitante d'une fin de cycle économique. Le prix des matières premières, du pétrole (principal produit d'exportation du Venezuela, de l'Équateur), du soja (principal produit d'exportation de l'Argentine) chutent durant l'été 2014. Cette baisse est d'autant plus douloureuse que la vague de gouvernements de gauche n'a pas été le moment d'une diversification de l'économie mais d'une accentuation de la dépendance à ces monocultures. Accentuation qui a permis de capitaliser au maximum le boom des prix mais qui grève les finances publiques au moment du contre-choc. L'économiste Pierre Salama parle d'une « reprimarisation des économies »⁸. Cette absence d'un modèle de développement alternatif a de profondes répercussions.

42

Cette dépendance économique a une conséquence politique, demeurer prisonnier du consensus extractiviste quitte à se heurter aux mouvements sociaux. Ainsi, au Pérou, dès son accession au pouvoir, Ollanta Humala devient le défenseur zélé de mégaprojets miniers, dont le projet minier Conga, le plus grand investissement du pays, suscitant une hostilité des communautés indigènes qui obtiennent le soutien de la principale centrale syndicale. Au Brésil, les méga barrages, dont celui de Belo Monte, sont également combattus par les populations locales, comme la technique de fracturation hydraulique, particulièrement polluante en Argentine. En Bolivie, la répression d'une manifestation indigène protestant contre la construction d'une route dans le parc du TIPNIS a provoqué une crise gouvernementale et la démission de deux ministres en septembre 2011, obligeant le gouvernement à renoncer à son projet routier. En Équateur, l'initiative novatrice dans le Yasuni-ITT de laisser les ressources pétrolières sous terre dans un des milieux les plus biodiversifiés de la planète, moyennant une compensation

⁸ Pierre Salama, *Les Économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012.

financière des grandes puissances (qui n'est jamais arrivée), est abandonnée par le gouvernement Correa en août 2013⁹.

Cette distanciation avec les mouvements sociaux, une des sources de leur légitimité, est une des causes de l'affaiblissement des gouvernements progressistes. Les organisations de quartier et l'action des travailleurs dans les entreprises avaient été déterminantes pour maintenir Chávez au pouvoir face aux stratégies insurrectionnelles de l'opposition entre 2002 et 2004. Les mouvements sociaux n'ont plus aujourd'hui la même capacité de mobilisation. Au Brésil, le Mouvement des sans-terre, déçu par l'absence de réforme agraire durant les mandats Lula/Rousseff, et le mouvement syndical, mécontent du virage néolibéral du gouvernement, n'ont plus la capacité à combattre le coup d'État parlementaire. Les manifestations massives qui ont eu lieu au printemps 2013, contestant les dépenses pharaoniques pour l'organisation de la Coupe du monde aux dépens des transports publics, de la santé et de l'éducation, sont significatives de ce fossé creusé entre le mouvement social et le parti au pouvoir. En Argentine, les entreprises récupérées par les travailleurs après la crise de 2001 sont contenues par les gouvernements Kirchner. En Bolivie, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), fondée durant la révolution de 1952, maintient une certaine tension avec le gouvernement Morales, réussissant à le faire reculer sur l'augmentation du prix de l'essence en janvier 2011. En Uruguay également, des tensions existent entre la principale centrale syndicale du pays et le gouvernement. En Équateur, le mouvement syndical convoque régulièrement, conjointement aux secteurs indigènes, des mobilisations contre l'administration Correa, au point d'être selon Carlos Oliva Campos, Gary Prevost et Harry Vanden, « le pays avec les relations les plus conflictuelles entre le gouvernement et les mouvements sociaux »¹⁰.

Durant la période d'abondance économique, les gouvernements nationaux populaires ont pu redistribuer des richesses aux classes populaires sans s'en prendre aux classes possédantes. Ces dernières ont pu traverser la période sans que leur pouvoir économique ne

⁹ Voir la contribution de Sunniva Labarthe dans ce numéro.

¹⁰ Carlos Oliva Campos, Gary Prevost, Harry Vanden, « Introduction », in Carlos Oliva Campos, Gary Prevost, Harry Vanden (sous la direction de), *Social Movements and Leftist Governments in Latin America: Confrontation or Co-option ?*, Londres, Zed Books, 2012, p. 16-17.

soit remis en cause, leurs fortunes ont même augmenté. Dans les temps actuels de stagnation économique, cette éventualité n'est plus envisageable. Sans rapport de forces pour contraindre les classes possédantes, ce sont les classes populaires qui paient les conséquences d'une crise dont elles ne sont pas responsables. Le chaos économique en cours en Argentine, au Brésil ou au Venezuela risque de rogner les conquêtes obtenues au début de la période de changement politique. Cette nouvelle donne politique invalide la dichotomie entre une gauche résistant aux pressions de l'économie de marché, refondant les institutions, et une gauche conciliante avec les milieux financiers, acceptant le système politique tel qu'il est. L'une et l'autre connaissent de manière simultanée l'épuisement de leur dynamique politique. La crise actuelle atteint toutes les gauches latino-américaines.

Il s'agit d'une caractéristique marquante dans chacun des pays latino-américains : l'alternative ne se situe pas pour l'heure dans une gauche plus radicale, maintenant une fidélité aux mouvements sociaux. En Argentine, le Front de gauche et des travailleurs, composé de trois partis trotskistes, a obtenu 3,2 % aux dernières élections présidentielles, le même score qu'Alberto Acosta, ex-président de l'Assemblée constituante et ex-ministre du gouvernement Correa, avant de devenir le candidat de l'opposition de gauche aux élections présidentielles de 2013 en Équateur. Des scores non négligeables qui ne sont toutefois pas de nature à prétendre exercer le pouvoir. Au Brésil, la tentative du PSOL de contester la domination du PT dans les classes populaires s'est soldé par le même résultat, représenter une fraction radicalisée sans parvenir à devenir hégémonique.

L'expression de « fin de cycle » mérite d'être nuancée. L'alternance politique n'était en aucun cas inéluctable. La « fin du cycle » économique entraîne la « fin du cycle » politique seulement parce que la dépendance à la monoculture et la distanciation entre les gouvernements et les mouvements sociaux ont créé les conditions politiques de celle-ci. On rejette ici toute explication mécaniste qui ferait de la superstructure politique un simple reflet de l'infrastructure économique, sans qu'aucune volonté politique ne puisse s'y opposer.

Le projet d'une société alternative, énoncé par Hugo Chávez sous le nom de socialisme du XXI^e siècle, théorisé par le vice-président bolivien Álvaro García Linera comme socialisme communautaire du bien vivre, semble bien lointain face aux périls

qui assaillent ces gouvernements à court terme. Le socialisme du XXI^e siècle semble prisonnier des écueils de celui du XX^e, notamment la dépossession du processus politique par une minorité bureaucratique qui finit par adopter une politique conservatrice. Les méthodes de démocratie participative initiées par le PT sont restées au Brésil engluées dans les pratiques clientélistes régionales du parlementarisme brésilien. L'enthousiasme lié à des projets d'émancipation s'est heurté aux pratiques de l'exercice du pouvoir de la domination traditionnelle latino-américaine. Dans de nombreux cas, la corruption et l'insécurité se sont aggravées. Une nouvelle bureaucratie s'est enrichie en alliance avec les nouveaux gouvernements dont la bolibourgeoisie vénézuélienne représente l'archétype. Le continent demeure le plus inégalitaire du monde. Les gouvernements de gauche ne sont globalement pas parvenus à traduire en justice les dictateurs militaires des années 1970 pour crimes contre l'humanité. La puissance des notables locaux dans le système politique brésilien, le caractère rentier de l'État vénézuélien et la persistance du vieux péronisme en Argentine sont autant de particularités nationales qui ont également épuisé le cycle politique progressiste.

45

Les nouvelles coalitions conservatrices auraient toutefois tort de se réjouir trop vite. En Argentine, comme au Venezuela, elles ne contrôlent qu'un des deux pouvoirs, l'exécutif en Argentine, le législatif au Venezuela, l'autre demeurant aux mains des anciennes majorités. Ces « cohabitations » dans des systèmes politiques moins institutionnalisés que sur le Vieux Continent mènent à des situations incertaines. En Argentine, Mauricio Macri multiplie les vetos aux lois du Congrès, notamment une loi antilicenciements votée en réaction aux dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans le secteur public après son accession au pouvoir.

L'esprit de revanche du nouveau président argentin atteint même la relecture de la dictature militaire, affirmant ne pas savoir « si les disparus sont 9 000 ou 30 000 » (le chiffre exact est le second), dans un clair signe de mépris à l'égard de ces derniers. Cette revanche sociale se heurtera fatalement au retour du mouvement social. La brève présidence de droite au Chili (2010-2014) fut le moment d'une mobilisation étudiante massive, le plus important mouvement social depuis la fin de la dictature de Pinochet. Leurs revendications de gratuité de l'enseignement supérieur ont été partiellement reprises par la nouvelle majorité de gauche élue en

2014¹¹. Les nouveaux pouvoirs conservateurs en Argentine, au Brésil, au Pérou, connaîtront, tôt ou tard, le même sort.

Résumé:

L'Amérique du Sud a connu, entre 1998 et 2015, une vague de gouvernements de gauche représentant le débouché politique de la multiplication des résistances aux politiques néolibérales. Durant plus d'une décennie, ces gouvernements ont redistribué une partie des richesses aux classes populaires, institué de nouveaux droits démocratiques et une autonomie diplomatique par rapport aux États-Unis. Pourtant, depuis quelques mois, il semblerait que l'on assiste à la fin de ce cycle politique concomitant avec la fin du cycle économique de prix élevés pour les matières premières. La reprimarisation des économies, le maintien du consensus extractiviste et la distanciation entre les gouvernements et les mouvements sociaux sont proposés comme causes de l'épuisement du cycle du virage à gauche.

¹¹ Voir l'entretien de Frank Gaudichaud et Sergio Grez dans ce numéro.